



SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif
Tel : 01 49 58 35 85 – Télécopie : 01 49 58 35 33 – Mel : sntrscgt@vjf.cnrs.fr – Web : www.sntrs.fr

N°38 du 11 mars 2005.

Spécial Comptes Rendus

SOMMAIRE

Pages

9 mars 2005 : un succès !

Recherche et enseignement supérieur : plus de 12 000 personnes rassemblées

Les actions dans les différentes régions 2

La déclaration de la CGT à l'issue de la manif parisienne 2

10 mars : 1 500 000 travailleurs

dans les rues de plus de 150 villes de France

Les personnels de la recherche ont participé, avec les travailleurs de tous les secteurs d'activité, public et privé ensemble, aux manifestations massives.

Les Actions du 9 mars 2005

Ce bilan est fait à partir des informations reçues par le Bureau National.

Paris

Plus de 7000 chercheurs, ITA et doctorants du public et du privé ont manifesté de la Sorbonne à la Place de la Bastille où des prises de parole ont eu lieu (voir ci-dessus l'intervention faite au nom de la CGT). Cette manifestation a été préparée par de nombreuses AG dans les laboratoires et services.

Une délégation de jeunes chercheurs a remis au ministère plus de 200 lettres de « non démission » de leur emplois de CDD.

Lyon

Plus d'un millier de personnels de la recherche ont manifesté de la place Bellecour à la place des Terreaux (devant la mairie de Lyon). A l'issue du cortège, la place des Terreaux a été rebaptisée place Galilée aux accents de la fanfare de l'ENS. Galilée avait été choisi comme symbole de l'indépendance, victime du pilotage par l'obscurantisme.

De nombreux journalistes étaient présents (radios, télévisions et journaux).

Les participants ont été invités à rejoindre la manif interprofessionnelle du jeudi 10 mars.

Parmi les manifestants, on a pu remarquer une forte participation des doctorants et des étudiants.

L'action du 9 Mars avait été préparée par un cycle de 7 AG de site ayant rassemblé 250 personnes environ. Parmi ces AG figuraient 2 AG spécifiques aux doctorants (90 personnes).

Marseille

1000 manifestants ont arpenté les rues de Marseille le 9 mars.

Bordeaux

600 personnes se sont rassemblées Place de la victoire avec dépôts des lettres signées individuellement par les agents.

Prises de parole de SLR, du SNTRS (très applaudi) au nom de l'intersyndicale, et du Collectif Jeune chercheur.

Nombreux media, 1000 lettres aux députés signées.

Un cortège s'est déroulé ensuite de la place de la Victoire à la grande poste de Bordeaux pour poster les lettres au président de l'Assemblée Nationale.

Toulouse

700 personnels de la recherche et des universités toulousaines ont manifesté ce 9 mars de la place du Capitole jusqu'à la Préfecture.

Place du Capitole, ils ont organisé une « grande braderie de la recherche » avec vente aux enchères de jeunes docteurs, et course en sac pour distribuer les primes au mérite.

Rouen

Dans le cadre de l'action "recherche-enseignement supérieur", une AG a réuni une centaine de personnes de l'université et de l'INSA à l'université de Rouen.

Caen

150 personnels de la recherche (selon France3) se sont rassemblés, place du théâtre à 11H30.

Les médias ont largement couvert la manifestation.

Une délégation composée de SLR, chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants et syndicats a été reçue par un directeur de cabinet du préfet accompagné du Directeur Régional de la Recherche et de la Technologie (DRRT).

Brest

200 personnes ont participé à une AG à la Fac Segalen, puis ont manifesté en centre ville.

Lille

300 personnes se sont rassemblés avec fanfare et chansons, pendant une heure, devant la préfecture.

Strasbourg

Une AG a réuni 300 Chercheurs, ITA et doctorants.

Nancy

Après une AG, 500 personnes ont défilé de la Fac de Lettres à la Préfecture.

Nantes

Une manifestation a rassemblé 300 à 400 personnes.

Nice

150 personnes se sont rassemblées devant la préfecture.

Le Havre

Une cinquantaine d'enseignants chercheurs ont dialogué avec la population.

Dijon

L'intersyndicale Recherche Dijon à l'AG organisée par la MSH de Dijon. Objectif : communiquer auprès des étudiants et personnels de la recherche et de l'enseignement sup. sur les dangers de la LOPRI.

Expatriés

De nombreux rassemblements d'expatriés ont eu lieu d'Amsterdam à Zurich en passant par Washington, Londres, Ottawa et Tokyo...

D'autres initiatives ont eu lieu à Angers, Clermont-Ferrand, Grenoble, Orléans, Poitiers, Tours... mais nous n'avons pas d'indications sur les participations à l'instant de boucler ce SNTRSinfo.

Déclaration de la CGT à l'issue de la manif parisienne.

Déclaration faite par Thierry Bodin au nom de la confédération CGT.

Nous pouvons tous nous féliciter de la mobilisation d'aujourd'hui à travers tout le pays. La communauté scientifique démontre qu'elle reste fortement mobilisée pour obtenir une loi de programmation à la hauteur des enjeux.

Les enjeux de société autour de cette loi vont avoir un impact déterminant pour l'avenir de notre pays (aussi bien dans le développement des connaissances, la culture, le progrès, le développement économique et social).

Pour la CGT, le texte des Etats généraux dans lequel l'ensemble de la communauté scientifique s'est investi doit constituer la base de la LOPRI.

La communauté scientifique exige des moyens financiers, humains (pour les organismes et l'université), la reconnaissance des diplômés et l'amélioration des déroulements de carrière des personnels de la recherche (administratifs, techniciens, ingénieurs, chercheurs, enseignants-chercheurs). Les crédits récurrents ou de base doivent demeurer très largement majoritaires, pour que les organismes publics ne soient pas inféoder aux décisions des grands groupes ou aux priorités industrielles à court terme.

L'attractivité de la recherche auprès des jeunes passe par une reconnaissance de leur investissement en terme de conditions de travail, salaire, et statut.

Le gouvernement peut et doit financer à la hauteur des attentes et des besoins estimés par la communauté scientifique.

La CGT est présente et joue pleinement son rôle depuis le début du mouvement dans l'unité syndicale et dans l'unité avec SLR.

La CGT s'est investie dans cette bataille à tous les niveaux, consciente des enjeux pour l'avenir du pays avec la volonté de travailler les convergences tant scientifiques que sociales entre salariés de la recherche publique et salariés de recherche en entreprise. Il en est ainsi de la reconnaissance des diplômés et du déroulement des carrières, comme de refus de la précarité ou des libéralités.

La pétition pour la reconnaissance de la thèse dans les conventions collectives a recueilli plus de 10000 signatures et aujourd'hui la CGT intervient dans chaque branche professionnelle pour obtenir gain de cause à ce sujet.

Ce que vivent les personnels de la recherche publique, avec la mise en compétition des individus, la remise en cause des statuts, la précarité, le droit à la parole, c'est ce que nous vivons dans les entreprises.

Au nom de la rentabilité financière à court terme nous subissons la baisse des crédits, la réduction des effectifs. Les projets de recherche les moins rentables ou basés sur le long terme sont abandonnés.

Total avec ses 10 milliards d'€ de bénéfice net a diminué sa contribution financière à l'IFP et a fermé des centres de recherche. Ce ne sont pas des incitations financières qui vont faire que Total augmente ses capacités de Recherche, mais bien l'obligation qui devrait lui être faite par le gouvernement d'investir fortement en recherche pour trouver de nouvelles sources d'énergie.

Il est de même pour France-Telecom, EDF, Rhodia, Sanofi-Aventis et bien d'autres qui ces dernières années ont vu une baisse conséquente de leur investissement en recherche.

La CGT se bat pour faire valoir d'autres choix, une finalité de l'entreprise tournée vers la satisfaction des besoins des populations et contribuant au développement économique du pays.

C'est pourquoi nous revendiquons des droits d'intervention plus importants des salariés dans les entreprises, qu'elles soient publiques ou privées.

Un petit exemple pour illustrer ce travail de la CGT.

Aventis qui est devenu Sanofi-Aventis a décidé d'abandonner les recherches sur les maladies infectieuses en voulant se concentrer

sur les maladies les plus rentables. Ceci s'est accompagné de la fermeture du centre de recherche de Romainville, même s'il leur a fallu 6 ans pour y parvenir du fait de notre résistance.

Malgré la fermeture de ce centre nous continuons notre combat pour une autre finalité de l'entreprise. Sanofi-Aventis 3^{ème} groupe mondial, qui vient de générer 5,27 milliards d'€ de résultat net, se doit de reprendre les recherches sur les maladies infectieuses. Ces maladies font 17 millions de morts par an.

Nous poursuivons ce combat en interne, en lien avec des scientifiques, des associations comme Act-up, ATTAC.

Une pétition signée par des dizaines de personnalités (l'urgentiste P. Pelous, Alain Trautmann ou J. Bové, ATTAC, des personnalités politiques) a été transmise au président de la République pour lui demander d'intervenir.

Aujourd'hui M. Déhecq, PDG de l'entreprise; après un silence de plusieurs mois vient de déclarer dans plusieurs journaux sa volonté de reprendre des recherches dans ce domaine en regard des besoins en santé.

Mais nous continuons nos interventions, nous ne lâcherons pas tant que nous n'aurons pas des faits qui montrent qu'il passe de la parole aux actes.

Si nous gagnons, je serai personnellement heureux de voir des scientifiques de mon entreprise travailler en collaboration avec des collègues de la recherche publique ou de l'Institut Pasteur, non pas pour travailler sur le enième anti-hypertenseur pour soigner la population obèse des USA mais pour chercher sur les maladies infectieuses qui touchent en tout premier lieu les pays du sud.

La CGT répète avec force qu'il est absolument nécessaire de garder et développer les programmes de recherche fondamentale. Les laboratoires doivent disposer des moyens financiers nécessaires à leur autonomie. Nous pensons en même temps qu'il est possible et utile de construire des coopérations fructueuses entre recherche publique et recherche en entreprise, si celles-ci sont basées sur la réponse aux besoins des populations et le développement industriel du pays et dans le respect de la liberté du chercheur (publications...).

Enfin, tout financement public à des projets de recherche en entreprise doit s'accompagner de contrôle et d'une évaluation et s'inscrire à l'usage exclusif de recherche éthique ou moins rentable.

La CGT est favorable à une intervention de la société sur les enjeux fondamentaux de la recherche, il faut un débat permanent entre la société et les scientifiques. Il faut que la société civile, le milieu associatif, les organisations syndicales puissent intervenir, débattre et se faire entendre. La société civile doit être intégrée au plus haut niveau de l'organisation de la recherche, c'est à dire le *Haut Conseil de la Recherche*.

La CGT est fière de participer à ce mouvement et entend par ses contributions, son travail interprofessionnel à être utile à la communauté scientifique et à la société.

Nous espérons demain jeudi être des centaines de milliers dans l'action et dans les manifestations pour défendre l'emploi, les salaires, le temps de travail, pour faire reculer le MEDEF et le gouvernement et obtenir de nouvelles avancées sociales.